

LE JOUR, 1950
01 NOVEMBRE 1950

QUESTIONS SYRIENNES ET LIBANAISES

Une voix de celles qui comptent le plus en ce moment en Syrie, une voix parmi les représentatives de l'armée, vient de proclamer l'attachement de la Syrie au régime républicain : « Le seul régime progressiste, a dit le colonel Chichakly, qui présente la volonté du peuple ».

L'expression est assez forte pour illustrer les intentions. La Syrie ne se prêtera pas aux manœuvres dont elle reste l'objet ; elle ne se laissera pas prendre dans le réseau de l'intrigue où elle perçoit dit le colonel, des influences « impérialistes ».

Cela montre une nation consciente des dangers qu'elle court et qui défend son existence politique.

En y réfléchissant si peu que ce soit, on comprend que la Syrie ne veuille pas se donner à des maîtres étrangers à sa tradition, à une dynastie qui signifierait pour le peuple syrien l'oubli quasi-total d'une leçon d'une longue histoire. Entre Damas et les Hachémites il y a une incompatibilité profonde que discernent bien ceux dont le sens psychologique est en éveil.

On a pu s'y tromper un moment, naguère encore, (et le colonel Lawrence sous son accoutrement favori y fut sans doute pour quelque chose), mais ; de nouveau, les yeux se sont ouverts. Si Damas était incorporée à une monarchie hachémite, elle cesserait d'être Damas, même si le hachémite en faisait une seconde capitale. Pour Alep, la différence serait encore plus sensible ; et pour les provinces maritimes davantage encore depuis qu'il y a des automobiles et des avions, la tenue du désert convient de moins en moins à la Syrie dont le passé est si riche d'une diversité aux traits millénaires. Et la Syrie, en république, après quatre ou cinq siècles de pachas turcs révèle son aspiration légitime à un minimum de nouveautés dans la liberté.

Le goût de la liberté que le Liban porte si fort dans sa poitrine, il est naturel qu'il aime le voir partager de l'autre côté de l'Anti-Liban. Quand nous crions si fort pour améliorer chez nous les institutions républicaines, ce n'est pas pour les voir décriées chez notre voisin.

Quelles que soient les difficultés économiques passagères entre la Syrie et nous, certaines positions politiques les domineront toujours. C'est pourquoi la Syrie ne s'étonnera en aucun cas de notre vigilance. Comme elle, et plus qu'elle, nous luttons pour la vie ; mais une certaine sensibilité libanaise qu'il rend si clairs pour nous les problèmes syriens, la Syrie n'en trouvera jamais l'équivalent pas plus en Jordanie qu'en Irak. Nous souhaiterions pour notre bonheur commun que la réciproque fût vraie, ou le fût un peu plus.

Notre conflit économique avec la Syrie trouvera sa solution dans une organisation libanaise virile, dans un esprit de conciliation mutuel qui viendra par étapes et dans la patience. Mais le Gouvernement libanais, pas plus que le Gouvernement syrien d'ailleurs, ne cherche à s'informer des réalités comme il faudrait. Le dernier des commerçants de Beyrouth est mieux au fait de ce qui se passe à Alep et à Damas que l'autorité libanaise ; et réciproquement sans doute.

Au lieu de passer leur vie à faire une stérile navette entre Chtaura et Bloudane, qu'attendent les deux Gouvernements pour se faire représenter l'un chez l'autre pour être présents et fraternellement attentifs à ce qui intéresse l'un et l'autre ?

Mais rappeler cela au Liban, c'est discourir dans le désert malgré toutes les difficultés de la politique syrienne, cette politique se présente depuis un an comme plus active, plus cohérente que la nôtre. Il y a chez nos voisins un esprit inventif, une curiosité des choses, qui traversent les tragédies de la politique sans s'affaiblir. Tandis que chez nous, sous prétexte que tout va bien, les augures sont tombés dans un lourd sommeil.

C'est beaucoup déjà qu'entre la Syrie et nous il y ait la parenté de l'institution républicaine. Tâchons d'en tirer parti pour mieux nous éclairer les uns les autres sur les nécessités de notre politique et de notre économie.

Entre Beyrouth et Damas, un moyen de conversation permanent s'impose. Si courtes que soient les distances, et nous en connaissons de plus courtes, la représentation diplomatique n'est-elle pas faite pour cela ?